



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général

Direction de la coordination
des politiques interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Ref : DCPI-BICPE/JR

**Arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique sur
le site exploité par la société D'HONDT THERMAL SOLUTIONS sur
le territoire de la commune de FRESNES-SUR-ESCAUT**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu les dispositions des titres I des Livres V des parties législatives et réglementaires du Code de l'Environnement et notamment les articles L.515-8 à L.515-12 et R.515-31-1 à R.515-31-7 ;

Vu les dispositions des articles L 121-2 et L 126-1 du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'article 36-2 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;

Vu l'article 73 du décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié portant application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 susvisé ;

Vu la circulaire du 10 février 2011 relative aux procédures d'institution de servitudes d'utilité publique ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L.411-2 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2017 ;

Vu la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués et la mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007 ;

Vu le rapport de diagnostic préalable de pollution GFDP09-10462 réalisé par GEOSAN en 2009 et 2010 ;

Vu le rapport de diagnostic de pollution complémentaire GFDP09-10462-2 réalisé par GEOSAN en septembre 2010 ;

Vu le rapport d'essais de mise en œuvre de techniques de dépollution GFMO11.11665-1 réalisé par GEOSAN en avril 2012 ;

Vu le rapport de récolement de suivi de pollution GFMO11.1165 réalisé par GEOSAN en novembre 2015 ;

Vu la demande d'instauration de servitudes d'utilité publique transmise par la société HAMON D'HONDT par courrier du 23 mai 2017 et le dossier TAUW DS8821-11-11 associé ;

Vu le dossier de remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité comprenant notamment les documents suivants :

- Le rapport de surveillance des eaux souterraines réalisé par GEOSAN en 2009 ;
- Le plan de gestion proposé par la société HAMON D'HONDT en 2010 ;
- Les essais de mise en œuvre de techniques de dépollution réalisés en 2012 ;
- Le rapport de récolement de suivi de dépollution de la DREAL de 2015 ;

Vu l'absence d'avis des propriétaires ;

Vu l'absence d'avis du conseil municipal de FRESNES-SUR-ESCAUT ;

Vu le rapport en date du 24 juillet 2020 de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet de prescriptions complémentaires porté à la connaissance du demandeur par courriel le 19 octobre 2020 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 26 octobre 2020 sur le projet susvisé ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 10 septembre 2020 ;

Considérant les activités exercées antérieurement à celles exercées par la société D'HONDT THERMAL SOLUTIONS ;

Considérant la similitude des activités exercées depuis 1929 sur le site ;

Considérant que ces activités sont à l'origine de la pollution constatée sur le site de FRESNES-SUR-ESCAUT ;

Considérant que le dernier exploitant connu avant D'HONDT THERMAL SOLUTIONS est ANF (Ateliers de construction du Nord de la France) ;

Considérant que la société ANF a cédé l'usine à la société SPIRO GILLS devenue HAMON D'HONDT, devenue D'HONDT THERMAL SOLUTIONS ;

Considérant que les servitudes ne concernent qu'un nombre restreint de propriétaires, ce qui permet de substituer l'enquête publique prévue à l'article L.515-9 du code de l'environnement par la procédure de consultation des propriétaires conformément à l'article L.515-12 du code de l'environnement ;

Considérant que le site a fait l'objet de mesures de gestion de pollution de 2012 à 2015 ;

Considérant que la pollution concerne les eaux souterraines et les sols ;

Considérant qu'au vu des pollutions résiduelles présentes, il convient de formaliser et d'attacher ces limites d'utilisation des terrains, ce afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs de ces terrains ;

Considérant que des études et travaux appropriés doivent être mis en œuvre en cas de changement de l'usage des sols ;

Considérant que la politique française de gestion des sites et sols pollués prévoit l'institution de restrictions d'usage dès lors que les pollutions résiduelles ne peuvent être éliminées par des techniques disponibles et à un coût acceptable, de manière à pérenniser la connaissance sur l'état de pollution des sols et les mesures de précaution associées ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 – Servitudes d'utilité publique

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les sols et les eaux souterraines du périmètre défini en annexe 1 du présent arrêté correspondant au site exploité par la société D'HONDT THERMAL SOLUTIONS (DTHS) situé 1524 rue de la Paix sur la commune de FRESNES-SUR-ESCAUT (59970) et de ses abords.

La nature de ces servitudes est définie dans le cadre du présent arrêté.

Les parcelles concernées par ces servitudes sont précisées à l'article 2 du présent arrêté.

Sauf disposition contraire précisée dans le présent arrêté, les servitudes couvrent l'ensemble des parcelles.

Article 2 – Parcelles cadastrales concernées

Les servitudes instituées par le présent arrêté concernent les parcelles cadastrales suivantes :

Situation	Zone concernée	Commune	Parcelle concernée	Superficie totale de la parcelle (m ²)	
Dans le site	Usine DHTS	Fresnes-sur-Escaut	C830	12 274	
			C833	88 928	
			C834	998	
Hors site	Habitation		C298	1802	
			C299	852	
			C300	348	
			C301	389	
			C302	747	
			C303	848	
			C304	3161	
			C305	25	
			C307	3294	
			C388	420	
			Captage AEP	C545	2189
			Habitation	C546	6302

UE : zone industrielle, NA : zone naturelle

Ces parcelles figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 3 – Nature des servitudes

Prescription n° 1 : Détermination des usages et des aménagements au moment de la mise en place de la restriction d'usage

Les parcelles C830, C833 et C834 sont uniquement destinées à un usage industriel. Tout autre usage est interdit.

Pour tout autre usage et aménagement futur des parcelles concernées, le futur aménageur devra :

- faire procéder par un organisme tiers compétent à une étude préalable examinant la compatibilité du projet avec l'état environnemental au droit de la zone de projet, et définissant les dispositions constructives nécessaires pour garantir une absence de risque pour les usagers ;
- mettre en œuvre les dispositions constructives nécessaires pour garantir une absence de risque pour les usagers ou réaliser les travaux nécessaires à la mise en adéquation de l'état des milieux avec l'usage projeté.

Les études de risques, et les travaux éventuels liés au changement d'usage, doivent être réalisés conformément à la méthodologie applicable aux sites et sols pollués du ministère en charge de l'écologie.

La compatibilité entre l'usage du site et l'état du sol/sous-sol devra être vérifiée par les utilisateurs successifs des lieux.

Le changement d'usage ne pourra être autorisé par l'autorité compétente en matière d'urbanisme que si cette étude démontre l'absence de risque inacceptable pour l'usage considéré, le cas échéant après la mise en œuvre des mesures de gestion appropriées.

Prescription n° 2 : Précautions lors de travaux

Dans le cas de travaux de terrassement au droit des parcelles C830, C833 et C834, le porteur de projet devra :

- Mettre en place les mesures de protection en matière d'hygiène et sécurité aux fins d'assurer la protection de la santé des travailleurs et des employés du site ;
- Faire procéder aux analyses utiles des matériaux excavés et éliminer ceux-ci dans une filière autorisée à cet effet ;
- Définir un protocole de gestion des terres polluées de manière à contrôler l'état des terrains excavés et définir la filière de traitement adéquate ;
- Des précautions particulières sont prises durant le chantier afin de limiter les envols de poussières, notamment lors du transport de terres polluées (bâchage des camions, nettoyage des routes et/ou chaussées...) ;
- Limiter les affouillements de la couverture de remblais et des terres aux seuls travaux de construction ou de fouilles nécessaires dans le cadre du chantier de réhabilitation ;
- Procéder à une évaluation des risques avant la réalisation de projets ou travaux pouvant comporter un contact direct ou indirect (par le biais de poussières notamment) avec les terrains ou les eaux contaminées.

Prescription n° 3 : Dispositions constructives sur l'implantation de canalisations

En cas de création ou de modification des réseaux au droit des parcelles C830, C833 et C834, les canalisations d'eau potable seront isolées des terres potentiellement contaminées par une protection appropriée ou seront prévues dans un matériau interdisant l'éventuelle migration des polluants extérieurs dans l'eau qu'elles contiennent.

Les conditions d'implantation de canalisations d'eau potable et les matériaux retenus pour les canalisations permettent d'empêcher tout transfert de pollution dans l'eau contenue dans les canalisations (tranchées d'implantation des canalisations comblées par des terres propres, de type sablon, canalisations imperméables aux polluants présents).

Tous les réseaux sont étanches et protégés contre les phénomènes de corrosion.

Prescription n°4 : Couverture des sols de surface

Au droit des parcelles C830, C833 et C834, les sols de surface sont recouverts par un revêtement asphalté ou bétonné et sont maintenus en état afin d'éviter tout contact avec des terres polluées.

En cas de modification de la couverture des sols, le dispositif doit permettre d'empêcher tout contact avec les terres et les eaux contaminées.

Prescription n°5 : Réalisation d'ouvrages (puits, forages) et plantations.

Les opérations suivantes sont interdites :

- le creusement de puits et forages et, d'une manière générale, l'utilisation des eaux de la nappe souterraine aux fins de consommation humaine, directe ou indirecte, animale ou d'irrigation des terrains sur l'ensemble des parcelles ;
- Les plantations d'arbres destinées à l'alimentation humaine ou animale sur l'ensemble des parcelles. Dans le cas où des arbres destinés à l'alimentation humaine ou animale seraient déjà présents, des analyses réalisées aux frais de l'exploitant sur les fruits doivent être réalisées dès notification du présent arrêté pour vérifier l'absence de contamination. Les résultats d'analyse seront comparés aux valeurs de référence lorsqu'elles existent. En cas d'absence de valeurs de référence, une étude devra démontrer l'absence ou non de risque à l'ingestion. En cas de risque, les analyses seront reconduites chaque année afin de contrôler l'évolution des concentrations de polluants.
- Les plantations de plantes destinées à l'alimentation humaine ou animale au droit des parcelles C830, C833 et C834.
- Les éventuels forages ou sondages qui doivent être réalisés pour les opérations de construction sur les parcelles C830, C833 et C834, doivent être comblés par une société compétente selon les règles de l'art en vigueur. Les certificats de comblage fournis par la société dans le mois suivant les rebouchages sont conservés et intégrés au dossier relatif à la mémoire de l'historique du site.

Prescription n° 6 : Usage des eaux souterraines

L'usage des eaux souterraines de la nappe superficielle est interdit sur l'ensemble des parcelles concernées.

Prescription n° 7: Infiltration des eaux pluviales

L'infiltration des eaux pluviales des surfaces imperméabilisées est interdite au droit des parcelles C830, C833 et C834, à l'exception des opérations nécessaires au suivi de la qualité des eaux souterraines.

Prescription n° 8 : Servitudes d'accès aux ouvrages de surveillance

Le propriétaire devra veiller à protéger l'intégrité des ouvrages de surveillance implantés sur le site et en laisser libre accès au responsable du dispositif de surveillance, à toute personne que celui-ci aura mandatée pour la réalisation des analyses ou l'entretien des ouvrages ainsi qu'aux personnes chargées du contrôle de cette surveillance. Le plan du réseau de surveillance piézométrique est joint en annexe 2 du présent arrêté.

Tout acte de nature à nuire au bon état de l'ouvrage ou à son utilisation susceptible de dégrader la qualité des eaux souterraines est interdit. En cas de non-respect de cette interdiction, tout ouvrage rendu inexploitable devra être remplacé à l'identique par le propriétaire de la zone concernée. Tout remplacement et/ou rebouchage d'un ouvrage doit faire l'objet d'une information de Monsieur le Préfet du Nord.

En cas de modification dans la conception ou de l'emplacement de l'ouvrage, le nouvel ouvrage devra être implanté à proximité de l'ancien, où dans une autre zone après justification de la pertinence du nouvel emplacement et approbation de l'inspection des installations classées.

Le personnel d'entretien des terrains de la zone concernée et de manière générale toute personne amenée à réaliser des travaux susceptibles de toucher les sols et le sous-sol, devra être sensibilisé par le propriétaire aux règles de préservation des piézomètres et de la qualité des eaux souterraines.

Les servitudes relatives aux ouvrages de surveillance et de traitement de la nappe sont applicables jusqu'à la suppression des causes ayant rendues nécessaires le traitement et la surveillance.

Article 4 – Transmission de la servitude

Si des tiers louent le site ou y exercent une quelconque activité, le propriétaire est tenu de notifier ces servitudes aux dits tiers successifs en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux d'une parcelle visée par le présent arrêté, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elle est grevée par le présent arrêté, en obligeant

ledit ayant droit à les respecter en ses lieux et place.

Les documents relatifs à l'état des sols et sous sols et à la stratégie de réhabilitation du site ainsi que l'analyse des risques résiduels sont annexés aux actes de vente successifs. Ces actes de vente doivent être publiés aux hypothèques.

Article 5 – Transcription

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du Code de l'Environnement, des articles L. 121-2 et L. 126-1 du Code de l'Urbanisme et de l'article 36-2 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes devront être annexées aux documents d'urbanisme et publiées à la Conservation des Hypothèques.

Article 6 – Levée des servitudes

Ces servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes les ayant rendues nécessaires et après avis de Monsieur le Préfet du Nord.

Article 7 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 8 – Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- Recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- Et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du Code de l'Environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

- a) L'affichage en mairie ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des Services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 9 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de FRESNES-SUR-ESCAUT,
- aux propriétaires des parcelles concernées,
- au président de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- aux chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FRESNES-SUR-ESCAUT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en cette même pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-autorisations-2020>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **08 DEC. 2020**

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,



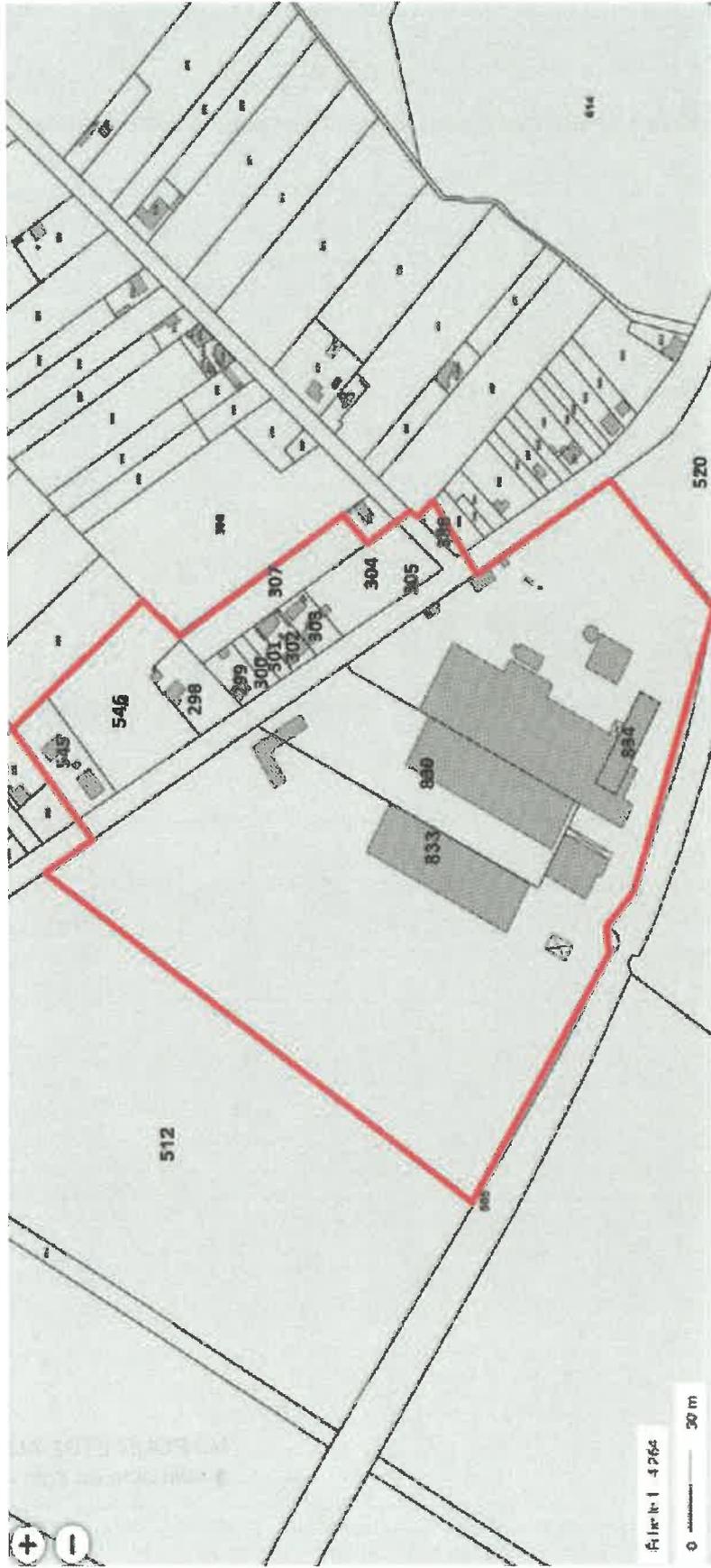
Nicolas VENTRE

Annexe 1 : Périmètre concerné par la servitude d'utilité publique

VU POUR ETRE ANNEXE
à mon acte en date du – 8 DEC. 2020

Pour le Préfet par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint


Nicolas VENTRE



VU POUR ETRE ANNEXE
à mon acte en date du
- 8 DEC. 2020

Pour le Préfet et la Préfète
Le Secrétaire Général Adjoint

Nicolas VENTRE

Annexe 2 : Implantation des piézomètres



VU POUR ETRE ANNEXE
à mon acte en date du - 8 DEC. 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Nicolas VENTRE



VU POUR ETRE ANNEXE
à mon acte en date du - **8 DEC. 2020**

Pour le Préfet du département
Le Secrétaire Général Adjoint


Nicolas VENTRE